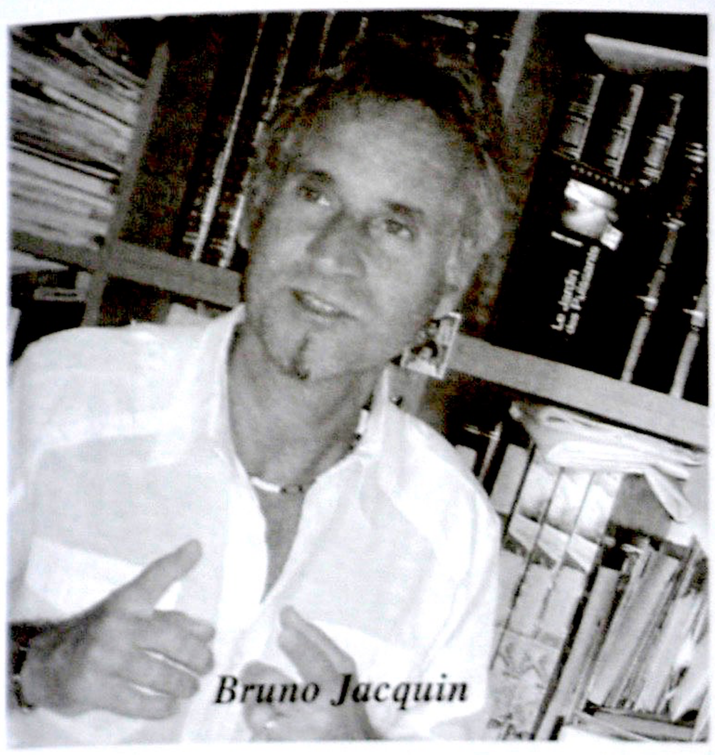
Trois questions à ... Bruno Jacquin


Bruno Jacquin

Nous avons rencontré Bruno Jacquin, ancien journaliste de la presse écrite, et nous lui avons posé trois questions au sujet de son deuxième roman: ***Galeux****, paru en 2017 aux éditions Cairn. Ce polar politique sur le Pays basque s'inspire de faits réels. En effet le GAL (Groupe Antiterroriste de Libération) était une organisation paramilitaire financée par l'Etat espagnol pour éliminer des militants de ETA réfugiés au Pays Basque nord.*

-Qu'est-ce qui t'a motivé pour écrire ce livre ?

A l'apparition du GAL au milieu des années 1980, j'avais une vingtaine d'années, un âge où l'on se construit intellectuellement et politiquement. Je suivais la question de l'indépendance du Pays Basque de loin, puisque j'habite depuis toujours la banlieue parisienne, mais avec curiosité et un grand intérêt qui me viennent de mon père, militant anticolonialiste et anti-impérialiste, par ailleurs passionné par la Guerre d'Espagne. Les actions du GAL ont défrayé la chronique et pas seulement au Pays Basque, je tiens à le rappeler. Elles faisaient la Une de la presse nationale à l'époque, avec cette question: qui se cache derrière cette organisation? Lorsque l'on a eu la réponse, je suis tombé à la renverse. Moins de dix ans après la mort de Franco, sous un pouvoir «socialiste», celui de Felipe Gonzalez, les mêmes méthodes fascistes perduraient. Peut-être ce pouvoir a-t-il été mis sous pression par l'appareil répressif (police, armée, Guardia Civil...) espagnol toujours grandement sous les ordres des nostalgiques du franquisme, mais rien ne l'obligeait, en revanche, à financer le GAL. Il aurait pu se contenter de fermer les yeux... ce qui était déjà franchement répréhensible.

Côté français, si le gouvernement, également «socialiste» jusqu'en 1986, n'a semble-t-il pas la même hauteur de responsabilité, des citoyens français, fonctionnaires représentants de l'ordre républicain, ont néanmoins participé aux exactions du GAL. Ça a été pour moi la deuxième claque. Tous ces événements m'ont tellement marqués qu'à l'heure d'écrire mon deuxième roman, ils sont très vite remontés à ma mémoire et se sont imposés à moi comme une évidence, d'autant que nous allions célébrer le trentième anniversaire du démantèlement du GAL.

-Comment as-tu procédé pour écrire ce livre?

Je me suis d'abord replongé dans la littérature de l'époque, plutôt foisonnante à ma grande surprise. Coupures de presse, analyses sociologiques, documentaires, etc...

Mais si cela m'a été très utile, ce n'était pas suffisant. De l'Iparralde, je ne connaissais que Biarritz pour y avoir passé trois jours lors de mon voyage de noces. Autant dire que je n'en connaissais pas grand-chose. Si je voulais que mon «Galeux» soit un roman, je le voulais malgré tout le plus proche possible de la réalité, construit comme une enquête journalistique, mon ancien métier.

Alors, au printemps 2015, j'ai séjourné trois semaines en deux fois au Pays Basque pour y rencontrer des témoins directs ou indirects de cette période, des deux côtés de la frontière. Je suis parti de Paris avec le nom d'un contact fourni par un Basque de la diaspora et ce contact m'a dirigé vers tellement d'autres que je suis rentré fourmillant d'histoires et d'anecdotes qui ont donné corps et vie à plusieurs personnages fictifs de mon roman.

Et puis, pour décrire des lieux, quoi de mieux que de les avoir parcourus soi même. Mon camp de base était situé dans le Haut-Labourd, idéal pour sillonner tout le pays. Inutile de préciser que j'en suis tombé amoureux. Et quand on regarde bien autour de soi, qu'on n'a pas seulement l'œil du touriste, on se rend compte du poids de l'histoire, du poids de la lutte, poids que j'ai également essayé de faire figurer dans mon roman.

-Tu es citoyen français, quelle leçon tires-tu de cette période sinistre du GAL ?

Que, décidément, la démocratie semble être un exercice difficile, y compris pour ceux qui se présentent comme étant les chantres et les plus grands défenseurs de celle-ci. Comme je le disais, rien ne semble prouver l'implication directe de l'État français dans le fonctionnement, *a fortiori* dans les agissements, du GAL. Je n'ai rien trouvé dans les archives qui accréditerait formellement le contraire.

Néanmoins, nombre de policiers et gendarmes français ont été de zélés galeux et pas seulement de simples exécutants. Or aucun n'a été inquiété par la Justice, hormis le menu fretin. Je m'interroge donc. Que cherche-t-on à cacher? Qu'y a-t-il derrière un officieux «*secret défense*»? J'ai du mal à admettre que des galeux puissent vivre en toute impunité, peut-être dans vos villages. En tout cas, ils ne nous honorent pas.

Pour me rendre plus régulièrement au Pays Basque aujourd'hui que par le passé, et pour suivre son actualité de plus près, je sais que l'objectif d'indépendance ne s'est pas éteint avec la dissolution d'ETA.

Et si la lutte armée n'est plus d'actualité, la paix n'est pas totale pour autant. Il reste nombre de prisonniers politiques basques en France et en Espagne et les gouvernements de ces pays ne se montrent pas très conciliants, c'est le moins qu'on puisse dire, ne serait-ce que pour les rapprocher de chez eux. Paris et Madrid ont en tout cas fait preuve de beaucoup plus de largesse et de clémence avec les Galeux.

Ça en dit long sur le camp qu'ils ont choisi et sur le chemin qu'il reste à parcourir.